

Conférence-débat

Nouveaux enjeux de guerre économique.

Les défis industriels, économiques, sociaux et culturels de la France.

SciencesPo
ALUMNI



Christophe Dubois-Damien, président du Groupe professionnel 1980 de Sciences Po Alumni et **Philippe Clerc**, président de l'Académie de l'Intelligence Economique ont le plaisir de vous inviter le jeudi 17 mars de 18 à 20 heures à une conférence en mode hybride à Sciences Po Paris autour de la proposition de loi du 25 mars 2021 portant création d'un programme national d'Intelligence économique.

Cette proposition de loi est présentée par madame la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann et quatorze autres sénateurs et sénatrices. L'objectif est d'assurer et d'organiser la défense et la promotion des intérêts économiques, industriels et scientifiques de la nation et en particulier de ses territoires.

Nos intervenants



Marie- Noëlle Lienemann
Sénatrice
Ancienne ministre



Stanislas Guerini
Député de Paris
Délégué général de La République En Marche(1)



Philippe Clerc
Président de l'Académie de
l'Intelligence Economique



Ali Laïdi
Journaliste
Chercheur à l'Iris



Vincent Desroches
SGDSN (Secrétariat général de la
défense et de la sécurité nationale)



Christophe Dubois-Damien
Organisateur, en charge de
l'introduction, modérateur

(1) en attente de confirmation

La France ne dispose d'aucune législation majeure dans le domaine de l'Intelligence économique contrairement aux autres grandes puissances.

Il est temps de franchir une nouvelle étape considérant l'utilité de l'Intelligence économique pour servir notre indispensable stratégie industrielle. Les plans France relance, France 2030 : quelle intelligence économique pour leur mise en œuvre ?

Les années 2020 et 2021 auront été marquées par la volonté affichée du gouvernement d'« entrer en stratégie » afin de tenter une réponse aux défis économiques, écologiques et énergétiques au cœur de la guerre économique, que nous livrent nos concurrents.

France relance et France 2030, comme soutien à l'industrialisation et à la préparation du monde de demain sonnent-ils la fin du « vide stratégique » ?

Les priorités sont fixées. La construction de la nouvelle base productive a l'ambition de répondre à la mutation écologique et énergétique inédite de nos sociétés, à la réorganisation des chaînes de valeurs mondiales et à la réduction des dépendances de notre économie, y compris dans le champ des connaissances et de l'expertise.

Ces priorités sont animées par la conscience de la guerre économique et par la volonté de recouvrement de marges d'autonomie stratégique et de souveraineté. Un cap est fixé.

Pourtant les débats sont ouverts et engagés sur le caractère trop colbertiste de ces plans, sur l'absence de transversalité, sur la « centralité des technologies » au détriment de la vision sociétale et culturelle. La gouvernance de ces plans est interrogée : quel est le rôle du « politique stratège » ? Quelle est la liberté d'action consentie aux « entrepreneurs stratèges » dans la prise de risque ?

Cette réflexion essentielle pose la question du rôle de la politique publique d'Intelligence économique. Elle est susceptible d'esquisser des réponses à ces interrogations relatives à la stratégie qui sous-tend ces plans ambitieux et à sa conduite.

A l'heure où la France a pris la présidence du Conseil européen, ce débat permet aussi de s'intéresser aux nombreuses questions relatives à la gouvernance globale ou à la sécurité économique des secteurs stratégiques et des entreprises concernées.

Inscription : <https://sciencespo-alumni.fr/event/nouveaux-enjeux-de-guerre-economique-les-defis-industriels-economiques-sociaux-et-culturels-de-la-france/2022/03/17/5249>

